

C256072AT

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

Limitation de vitesse à 30km/h

sur la route départementale D170 du PR 0+220 au PR 0+620

Territoire de la commune de Mées

Le Président du Conseil départemental des Landes,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment les dispositions du livre I, quatrième partie concernant la signalisation de prescription, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée,

VU l'arrêté n° SJ 24-18 de M. le Président du Conseil départemental, en date du 11 octobre 2024, portant délégation de signature à M. Régis JACQUIER, Directeur Mobilités et Infrastructures,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des riverains sur la route départementale D170 du PR 0+220 au PR 0+620, et compte tenu du développement de l'urbanisation, il est nécessaire de réglementer la circulation,

Considérant qu'il y a lieu, à titre expérimental, d'installer des dispositifs d'écluses non fixes afin de réduire la vitesse et améliorer la sécurité,

Sur proposition de M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Centre,

ARRETE

- ARTICLE 1 -

A compter du lundi 17 novembre 2025 au mercredi 31 décembre 2025 la circulation sur la route départementale D170 du PR 0+220 au PR 0+620, sera réglementée par l'installation temporaire d'écluses non fixes. La vitesse réglementée sur la section concernée, dans les deux sens de circulation sera limitée à 30 km/h.

- ARTICLE 2 -

La signalisation de police conforme à la réglementation sera fournie, posée et entretenue par l'Unité Territoriale Départementale Centre.

- ARTICLE 3 -

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

- ARTICLE 4 -

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la collectivité.

Il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

- ARTICLE 5 -

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Centre,
 - M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale des Landes,
- dont une copie est transmise pour information à :
- M. le Directeur de Mobilités et Infrastructures,
 - M. le Maire de la commune de Mées.

12 NOV. 2025

A Mont-de-Marsan, le
Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Régis JACQUIER
Directeur Mobilités et Infrastructures